SCHENGEN

EN

Executive Committee

Berlin, 27 June 1994
SCH/Com-ex (94) 6

SCH 94 / I 6
Excom 00 3
ACQUIS

DECISION OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

The Executive Committee,

- Having regard to Article 132 of the Convention implementing the Schengen Agreement,

- Having regard to Articles 9 and 17 of the abovementioned Convention,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Annexes 2, 3, 4, 5 and 9 to the Common Visa Instructions of 14 December 1993 (SCH/II-Visa (94) 11, Rev 6, Corr. 4) have been revised; the new versions are annexed hereto.

Annex 2: Rules governing movement applicable to holders of diplomatic, official and service passports as well as holders of laissez-passers which certain international intergovernmental Organisations issue their officials
- Situation on 21 April 1994 -

Annex 3: Schedule of States whose nationals are subject to an airport transit visa requirement, holders of travel documents issued by these States are also subject to this requirement
- Situation on 11 May 1994 -

SEMDOC
Statewatch European Documentation & Monitoring Centre on justice and home affairs in the European Union

PO Box 1516, London N16 0EW, UK
tel: 0181 802 1882 (00 44 181 802 1882)
fax: 0181 880 1727 (00 44 181 880 1727)

Annex 4: Schedule of documents according right of entry without a visa
- Situation on 10 May 1994 -

Annex 5: Schedule of visa requests subject to prior consultation with the central authorities, in accordance with Article 17(2)
- Situation on 2 June 1994 -

Annex 9: Endorsements that the Contracting Parties shall record, where applicable, in the "observations" column
- Situation on 2 June 1994 -

This decision shall enter into force once all the Contracting States to the Implementing Convention have notified that the procedures required by their legal system for these decisions to be binding on their territory have been completed.

Berlin, 27 June 1994

The Chairman

Bernd Schmidbauer

SCHENGEN FR

Comité exécutif

Berlin, le 27 juin 1994
SCH/Com-ex (94) 6
Traduction: Orig. DE

DECISION DU COMITE EXECUTIF

Le Comité exécutif,

- vu l'article 132 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen,

- vu les articles 9 et 17 de la Convention susmentionnée,

DECIDE:

Les annexes 2, 3, 4, 5 et 9 de l'Instruction consulaire commune du 14 décembre 1993 (SCH/II-Visa (94) 11, 6° rév., 4° corr.) font l'objet d'une révision; les nouvelles versions sont jointes en annexe.

Annexe 2: Régime de circulation applicable aux titulaires de passeports diplomatiques, officiels et de service ainsi qu'aux titulaires de laissez-passer délivrés par certaines Organisations internationales intergouvernementales à leurs fonctionnaires
- Etat au 21 avril 1994 -

Annexe 3: Liste des Etats dont les ressortissants sont soumis à l'obligation du visa aéroportuaire, les titulaires de documents de voyage délivrés par ces Etats étant également soumis à cette obligation
- Etat au 11 mai 1994 -

SEMDOC
Statewatch European Documentation & Monitoring Centre on justice and home affairs in the European Union

PO Box 1516, London N16 0EW, UK
tel: 0181 802 1882 (00 44 181 802 1882)
fax: 0181 880 1727 (00 44 181 880 1727)

Annexe 4: Liste des documents qui donnent droit à l'entrée sans visa
- Etat au 10 mai 1994 -

Annexe 5: Liste des demandes de visas subordonnées à la consultation préalable des autorités centrales, conformément à l'article 17, paragraphe 2
- Etat au 2 juin 1994 -

Annexe 9: Mentions que les Parties contractantes inscriront, le cas échéant, dans la zone des "observations"
- Etat au 2 juin 1994 -

La présente décision entrera en vigueur lorsque tous les Etats parties à la Convention d'application auront notifié que les procédures exigées par leur ordre juridique permettant à ces décisions d'avoir force exécutoire sur leur territoire ont été achevées.

Berlin, le 27 juin 1994

Le Président

Bernd Schmidbauer

ANNEXE 2

Régime de circulation applicable aux titulaires de passeports diplomatiques, officiels et de service ainsi qu'aux titulaires de laissez-passer délivrés par certaines Organisations Internationales intergouvernementales à leurs fonctionnaires.

SCH/II-Visa (93) 11, 6e rév., corr. 4
Etat : 21.04.1994

I. Régime de circulation aux frontières extérieures

1. La circulation des titulaires de passeports diplomatiques, officiels et de service n'est pas régie par la liste du régime commun de l'exigence du visa. Toutefois les Etats parties s'engagent à informer leurs partenaires, au préalable, des modifications qu'ils entendent apporter au régime de circulation des titulaires de ces passeports et à prendre en compte les intérêts de ces partenaires.

2. Compte tenu de l'objectif d'une progression particulièrement souple sur la voie de l'harmonisation du régime appliqué aux titulaires des passeports précités, un inventaire des pays dont les ressortissants ne sont pas soumis à l'obligation de visa lorsqu'ils sont titulaires d'un tel passeport, alors que les titulaires de passeports ordinaires de la même nationalité le sont, est annexé à l'Instruction consulaire commune, à titre d'information. La situation inverse fera également l'objet d'un inventaire, le cas échéant. Le Comité exécutif se chargera de la mise à jour de ces inventaires.

3. Ne bénéficieront pas du régime de circulation prévu dans ce document les titulaires de passeports ordinaires pour affaires publiques ni les titulaires de passeports de service, officiels, spéciaux etc., pour lesquels la délivrance par des pays tiers ne correspond pas à la pratique internationale appliquée par les Etats Schengen. A cet effet, le Comité exécutif, sur proposition d'un groupe d'experts, pourra établir une liste des passeports autres que les passeports ordinaires aux titulaires desquels les Etats Schengen n'envisagent pas de conférer un traitement privilégié.

4. En vertu des dispositions de l'article 18 de la Convention d'application, les personnes auxquelles un visa est délivré pour se rendre sur le territoire d'un Etat Schengen en vue de leur accréditation peuvent au moins transiter par les autres Etats vers le territoire de l'Etat qui a délivré le visa.

5. Les personnes déjà accréditées auprès d'une Représentation diplomatique ou consulaire et les membres de leur famille, titulaires d'une carte délivrée par le Ministère des Affaires étrangères peuvent franchir la frontière extérieure de l'espace Schengen sur présentation de ladite carte et, si nécessaire, du document de voyage.

6. En règle générale, les titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, bien qu'ils restent soumis à l'obligation de visa, lorsque cette obligation existe, ne sont pas tenus de justifier qu'ils disposent des moyens de subsistance suffisants.

7.-

7.1 Le mécanisme de consultation préalable des autorités centrales des autres Etats parties s'applique aux demandes de visas présentées par des titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service. La consultation préalable n'est pas effectuée à l'égard de l'Etat qui aurait conclu un accord de suppression de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et/ou de service avec le pays dont les ressortissants sont concernés par la consultation (dans les cas qui figurent à l'anexe 5 de la présente Instruction)

Si un des Etats parties fait valoir des objections, l'Etat Schengen qui doit statuer sur la demande de visa peut délivrer un visa à validité territoriale limitée.

7.2 Les Etats Schengen s'engagent à ne pas conclure dans l'avenir, sans accord préalable avec les autres Etats membres, des accords en matière de suppression de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, avec des Etats dont les ressortissants sont soumis à la consultation préalable pour la délivrance de visa par un autre Etat Schengen.

7.3 S'il s'agit de la délivrance d'un visa pour l'accréditation d'un étranger signalé aux fins de non-admission et que le mécanisme de consultation préalable trouve à s'appliquer, la consultation est menée à bien selon les dispositions de l'article 25 de la Convention d'application.

8. Si un Etat partie invoque les exceptions prévues à l'article 5.2 de la Convention d'application, l'admission des titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service sera également limitée au territoire national de l'Etat concerné, qui devra en informer les autres Etats membres.

II. Régime de circulation aux frontières intérieures

D'une manière générale, c'est le régime prévu aux articles 19 et suivants qui trouve = s'appliquer, sauf en cas de délivrance d'un visa à validité territoriale limitée

Les titulaires de passeports diplomatiques, officiels et de service peuvent circuler sur le territoire des Etats parties pendant trois mois à compter de la date d'entrée (s'ils ne sont pas soumis à l'obligation de visa) ou pendant la durée prévue par le visa.

Les personnes accréditées auprès d'une Représentation diplomatique ou consulaire et les membres de leur famille, titulaires de la carte délivrée par le Ministère des Affaires étrangères, peuvent circuler sur le territoire des Etats parties pendant une durée de trois mois maximum, sur présentation de cette carte et, si nécessaire, du document de voyage.

III. Le régime de circulation décrit dans le présent document est applicable aux laissez-passer délivrés par les Organisations Internationales intergouvernementales, dont sont membres tous les Etats Schengen, à leurs fonctionnaires qui, en vertu des Traités constitutifs de ces Organisations, sont dispensés de s'inscrire à l'office des étrangers et de posséder un titre de séjour (voir page 47 du Manuel commun des frontières).

SCH/II-Visa (93) 11, 6e rév., corr. 4
Etat : 21.04.1994

Régime de circulation applicable aux titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service.

Inventaire A.

Pays dont les ressortissants NE sont PAS soumis à l'obligation de visa dans un ou plusieurs Etats Schengen lorsqu'ils sont titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, mais SONT soumis à cette obligation lorsqu'ils sont titulaires de passeports ordinaires.

	BNL	ALL	GR	ESP	FR	IT	PT
Albanie			DS			D	
Algérie						DS	
Antigua et Barbude							
Barbade						DS	
Bénin						DS	
Botswana						DS	
Bulgarie		D	DS				
Burkina Faso						DS	
Cap Vert							DS
Côte d'Ivoire	DS				DS	DS	
Dominique						DS	
Egypte						DS	
Fidji						DS	
Gabon					D		
Gambie						DS	
Ghana		DS					
Guyana						DS	
Inde						DS	
Iran						D[1]	
Koweït						DS	
Lesotho						DS	

Maroc	DS	D	D			DS	DS
Mauritanie						DS	
Niger						DS	
Ouganda						DS	
Pakistan	DS	DS					
Philippines		DS	D	DS		DS	
Rép. Dominicaine						DS	
Roumanie			D			D	
Samoa						DS	
Sénégal	DS	DS			D	DS	
Sri Lanka						D[1]	
Swaziland						DS	
Tchad	D	DS					
Thaïlande	DS	DS				DS	
Togo						DS	
Tunisie	DS		D			DS	
Turquie	DS	DS	DS	DS	DS	DS	
Venezuela				D			D
Zimbabwe			D				

DS : Les titulaires de passeports diplomatiques et de service sont dispensés de l'obligation de visa.

D : Seuls les titulaires de passeports diplomatiques sont dispensés de l'obligation de visa.

INVENTAIRE B

Pays dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa dans un ou plusieurs Etats Schengen, lorsqu'ils sont titulaires de passeports diplomatiques, officiels ou de service, mais NE sont PAS soumis à cette obligation lorsqu'ils sont titulaires de passeports ordinaires.

A ce jour, aucun pays n'est à inclure dans l'inventaire B.

ANNEXE 3

Liste des Etats dont les ressortissants sont soumis à l'obligation du visa aéroportuaire, les titulaires de documents de voyage délivrés par ces Etats étant également soumis à cette obligation.

SCH/II-Visa (93) 11, 6e rev. corr. 4
Etat : 11.05.1994

	A[1]	BNL	E[2]	F	GR	I	P
Afghanistan	x	x	x				
Albanie				x			
Angola	x	x	x	x			
Bangladesh	x	x	x	x		x	
Bulgarie	x						
Côte d'Ivoire			x				
Ethiopie	x	x	x	x		x	
Gambie	x						
Ghana	x	x	x	x		x	
Guinée Bissau			x				
Haïti				x			
Inde	x [2]	x	x			x	
Irak	x	x	x				
Iran	x	x	x				
Jordanie	x [2]						
Liban	x	x					
Libéria			x				
Libye							
Mali			x				
Nigéria	x	x		x		x	
Pakistan	x [2]	x	x	x		x	

Roumanie	x		x				
Sénégal			x			x	
Sierra Leone			x				
Syrie	x	x					
Somalie	x	x	x	x		x	
Sri Lanka	x	x	x	x		x	
Togo			x				
Turquie	x	x					
Zaïre		x	x	x			

(1) Obligation de visa lorsque ces ressortissants attendent le prochain vol, même lorsqu'ils quittent la zone de transit.

(2) Seulement lorsque ces ressortissants ne sont pas titulaires d'un visa valable pour les Etats membres de la CEE, le Canada ou les Etats-Unis.

ANNEXE 4

Liste des documents qui donnent droit à l'entrée sans visa

SCH/II-Visa (93) 11, 6e rev. corr. 4
Etat : 10.05.1994

BELGIQUE

1. . Carte d'identité d'étranger
   . Identiteitskaart voor vreemdelingen
   . Personalausweis für Ausländer

2. . Certificat d'inscription au régistre des étrangers
   . Bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister
   . Bescheinigung der Eintragung im Ausländer-register

3. . Titres de séjour spéciaux délivrés par le Ministère des Affaires étrangères:

   = Carte d'identité diplomatique
     Diplomatieke identiteitskaart
     Diplomatischer Personalausweis
   = Carte d'identité consulaire
     Consulaire identiteitskaart
     Konsularer Personalausweis
   = Carte d'identité spéciale - couleur bleue
     Bijzondere identiteitskaart - blauw
     Besonderer Personalausweis - blau
   = Carte d'identité spéciale - couleur rouge
     Bijzondere identiteitskaart - rood
     Besonderer Personalausweis - rot

ALLEMAGNE

- Aufenthaltserlaubnis für die Bundesrepublik Deutschland (Titre de séjour pour la République fédérale d'Allemagne)
- Aufenthaltserlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaates der EWG (Titre de séjour pour les ressortissants communautaires)
- Aufenthaltsberechtigung für die Bundesrepublik Deutschland (Permis de séjour pour la République fédérale d'Allemagne)
- Aufenthaltsbewilligung für die Bundesrepublik Deutschland (Autorisation de séjour pour la République fédérale d'Allemagne)
- Aufenthaltsbefugnis für die Bundesrepublik Deutschland (Autorisation de séjour pour la République fédérale d'Allemagne)

Ces titres de séjour ne donnent droit à l'entrée sans visa que dans la mesure où ils sont inscrits dans un passeport ou sont délivrés en relation avec un passeport en tant qu'autorisation tenant lieu de visa. Ils ne donnent pas droit à l'entrée sans visa s'ils sont délivrés en lieu et place d'un document d'identité national.

Le document relatif à une mesure d'expulsion ajournée ("Aussetzung der Abschiebung (Duldung)" ainsi que l'autorisation provisoire de séjour pour demandeurs d'asile ("Aufenthaltsgestattung für Asylbewerber") ne donnent pas non plus droit à l'entrée sans visa.

Le régime de circulation des diplomates est régi par les dispositions générales en matière de visa.

GRECE

- *Αδεια παραμονής αλλοδαπού βραχείας διάρκειας* (Titre de séjour de courte durée)
- *Αδεια παραμονής αλλοδαπού για εργασία* (Permis de travail)
- *Αδεια παραμονής μελών οικογενείας αλλοδαπού* (Titre de séjour délivré en vue du regroupement familial)
- *Αδεια παραμονής αλλοδαπού για σπουδές* (Titre de séjour pour études)

ESPAGNE

La réglementation espagnole ne prévoit pas la délivrance de visas de retour.

Les titres de séjour en cours de validité qui autorisent l'entrée sans visa sur le territoire espagnol d'un étranger qui, en raison de sa nationalité, serait soumis à l'obligation de visa, sont les suivants :

1. Permiso de Residencia Inicial
2. Permiso de Residencia Ordinario
3. Permiso de Residencia Especial
4. Tarjeta de Estudiante
5. Permiso de Trabajo y Residencia tipo A
6. Permiso de Trabajo y Residencia tipo B
7. Permiso de Trabajo y Residencia tipo b
8. Permiso de Trabajo y Residencia tipo C
9. Permiso de Trabajo y Residencia tipo D
10. Permiso de Trabajo y Residencia tipo E
11. Permiso de Trabajo tipo F (fronterizo). El titular de este documento está exento de la obligación de visado de entrada únicamente si la entrada se efectúa por la zona fronteriza española para la que ha sido expedido).
12. Reconocimiento de la excepción a la necesidad de obtener Permiso de Trabajo y Permiso de Residencia.
13. Permiso de Trabajo en prácticas y Permiso de Residencia.
14. Tarjeta de Familiar de Residente Comunitario.
15. Tarjeta temporal de Familiar de Residente Comunitario.
16. Permiso de Residencia para Refugiados.

1. (Permis de résidence initial)
2. (Permis de résidence ordinaire)
3. (Permis de résidence spécial)
4. (Carte d'étudiant)
5. (Permis de travail et de résidence de type A)
6. (Permis de travail et de résidence de type B)
7. (Permis de travail et de résidence de type b)
8. (Permis de travail et de résidence de type C)
9. (Permis de travail et de résidence de type D)
10. (Permis de travail et de résidence de type E)
11. (Permis de travail de type F (frontalier). Ce titre exempte le titulaire de l'obligation de posséder un visa d'entrée uniquement si l'entrée est effectuée par la zone frontalière espagnole pour laquelle il a été délivré.)
12. (Reconnaissance de l'exemption de l'obligation d'obtenir un permis de travail et un permis de résidence.)
13. (Permis de travail pour stagiaire et permis de résidence.)
14. (Carte de parent d'un résident de la Communauté.)
15. (Carte temporaire de parent d'un résident de la Communauté.)
16. (Permis de résidence pour réfugiés.)

Les titulaires de cartes d'accréditation valables délivrées par le Ministère des Affaires étrangères peuvent entrer sans visa.

FRANCE

- carte de séjour temporaire comportant une mention particulière qui varie selon le motif du séjour autorisé
- carte de résident
- certificat de résidence pour Algérien comportant une mention particulière qui varie selon le motif du séjour autorisé (1 ans, 10 ans)
- certificat de résidence portant la mention "membre d'un organisme officiel"
- carte de séjour des Communautés européennes (1 an, 5 ans, 10 ans)
- carte diplomatique délivrée par le Ministère des Affaires Etrangères aux diplomates accrédités en France

ITALIE

- permesso di soggiorno (Permis de séjour)
- Visto di reingresso (Visa de retour)
- Carta d'identità M.A.E. - Corpo diplomatico (Carte d'identité délivrée par le Ministère des Affaires étrangères - Corps diplomatique)
- Carta d'identità - Organizzazioni internazionali e Missioni Estere Speciali (Carte d'identité - Organisations internationales et Missions Etrangères spéciales)
- Carta d'identità - Rappresentanze Diplomatiche (Carte d'identité - Représentations diplomatiques)
- Carta d'identità - Corpo Consolare (Carte d'identité - Corps consulaire)
- Carta d'identità - Uffici Consolari (Carte d'identité - Consulats)
- Carta d'identità - Rappresentanze Diplomatiche (personale amministrativo e tecnico) (Carte d'identité - Représentations diplomatiques (personnel administratif et technique))
- Carta d'identità - Rappresentanze Diplomatiche e Consolari (personale di servizio) (Carte d'identité - Représentations diplomatiques et consulaires (personnel de service))

LUXEMBOURG

- Carte d'identité d'étranger :
  autorisation de séjour provisoire apposé dans le passeport national

- Carte diplomatique délivrée par le Ministère des Affaires Etrangères :
  * titre de légitimation délivré par le Ministère des Affaires Etrangères au personnel administratif et technique des Ambassades ;
  * titre de légitimation délivré par le Ministère de la Justice au personnel des institutions et organisations internationales établies au Luxembourg.

PAYS-BAS

- Vergunning tot vestiging (autorisation d'établissement)

- Toelating als vluchteling (titre d'admission en tant que réfugié)

- Verblijfstitel voor verblijf van onbepaalde duur
  (titre de séjour d'une durée indéterminée)
- Vergunning tot verblijf (autorisation de séjour)

- Vergunning tot verblijf, in de vorm van een in het door de vreemdeling bij grensoverschrijding overgelegd document aangebracht stempel (autorisation de séjour, sous la forme d'un tampon apposé dans le document présenté par l'étranger lors du franchissement de la frontière).

- Legitimatiebewijs voor leden van diplomatieke of consulaire posten
  (pièce d'identité des membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires)

- Legitimatiebewijs voor ambtenaren met een bijzondere status
  (pièce d'identité des fonctionnaires ayant un statut particulier)

- Legitimatiebewijs voor ambtenaren van internationale organisaties
  (pièce d'identité pour les fonctionnaires des organisations internationales)

- Identiteitskaart voor leden van internationale organisaties waarvan de zetel in Nederland is gevestigd
  (carte d'identité des membres des organisations internationales avec lesquelles les Pays-Bas ont conclu un accord de siège)

- Visum voor terugkeer (Visa de retour)

PORTUGAL

- autorizaçao de residência de tipo A (1 ano)
  (autorisation de résidence de type A (1 an))

- autorizaçao de residência de tipo B (5 anos)
  (autorisation de résidence de type B (5 ans))

- autorizaçao de residência de tipo C (vitalício)
  (autorisation de résidence de type C (permanente))

ANNEXE 5

Liste des demandes de visas subordonnées à la consultation préalable des autorités centrales, conformément à l'article 17, paragraphe 2

A. Consultation de l'autorité centrale nationale

B. Consultation de l'autorité centrale d'une ou de plusieurs autres Parties contractantes

ANNEXE 5A - Consultation de l'autorité centrale nationale

	ALL	BNL	ESP	FRA	GRE	ITA	PO
Afghanistan			x	x		x	
Albanie		x	x	x	x	x	x
Angola							x
Arménie		x		x		x	
Azerbaïdjan		x		x		x	
Biélorussie		x		x		x	
Bulgarie					x	x	x
Corée du Nord	x	x	x	x		x	x
Cuba		x				x	
Chine (RP)		x				x	x
Géorgie		x		x		x	
Guinée Bissau							x
Inde							x
Indonésie							x
Irak	x	x	x	x		x	x
Iran	x	x	x	x		x	x
Jordanie	x	x	x	x	x	x	x
Kazakhstan		x		x		x	
Kirghizstan		x		x			
Liban	x	x	x	x	x	x	x
Libye	x	x	x	x	x	x	x
Ancienne république yougoslave de Macédoine					x		
Moldavie		x		x			
Mozambique							x
Ouzbekistan		x		x			
Roumanie						x	
Russie		x		x		x	
Soudan	x	x	x	x			x

Sri Lanka						x	x
Surinam		x					
Syrie	x	x	x	x	x	x	x
Tadjikistan		x		x			
Tchad						x	
Turkmenistan		x		x			
Turquie					x		
Ukraine		x		x		x	
Viêt-nam			x			x	x
Yémen		x	x	x		x	x
Zaïre		x	x				x
Palestiniens	x	x(*)	x	x	x	x	x
Réfugiés	x		x	x	x		
Apatrides	x		x	x	x		x

(*) La consultation est exigée seulement si le document de voyage a été délivré par la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Syrie ou le Soudan.

ANNEXE 5B - Consultation de l'autorité centrale d'une ou de plusieurs autres Parties contractantes

	ALL	BNL	ESP	FRA	GRE	ITA	POR
Afghanistan				X			
Albanie					X		
Angola							x(1)
Arménie				X			
Azerbaïdian				X			
Biélorussie				X			
Bulgarie					X		
Corée du Nord	X		X(1)	X		X (1)	
Cuba						X (1)	
Chine (RP)						X	X(1)
Géorgie				X			
Guinée-Bissau							X(1)
Indonésie							X
Irak	X		X	X		X	X(1)
Iran	X		X	X		X	X(1)
Jordanie	X		X	X		X	X(1)
Kazakhstan				X			
Kirgizstan				X			
Liban	X		X	X		X	X(1)
Libye	X		X	X		X	X(1)
Ancienne république yougoslave de Macédoine					X		
Moldavie				X			
Mozambique							X(1)
Ouzbekistan				X			
Russie				X			
Soudan	X		X	X		X	

Sri Lanka						X (1)	
Surinam		NL					
Syrie	X		X	X		X	X(1)
Tadjikistan				X			
Turkmenistan				X			
Turquie					X		
Ukraine				X			
Yémen			X	X		X (1)	
Zaïre		B					X(1)
Palestiniens	X(2)		X(2)	X	X	X	X(1)
Réfugiés	X(2)		X(1)	X	X		
Apatrides	X(2)		X(3)	X	X		

Observations

(1) La consultation est exigée seulement lorsqu'il ressort de la demande que l'étranger a l'intention de pénétrer par cet Etat ou de transiter par celui-ci.

(2) La consultation est exigée seulement si le document de voyage a été délivré par la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Syrie ou le Soudan.

(3) L'Espagne n'est pas partie à la Convention de 1954 sur le statut des apatrides. Elle considère que les documents de voyage délivrés en vertu de cette Convention peuvent être revêtus du visa uniforme. Elle se réserve la consultation préalable systématique.

30

SCHENGEN DE

Der Exekutivausschuß Berlin, den 27. Juni 1994
SCH/Com-ex (94) 6

BESCHLUß DES EXEKUTIVAUSSCHUSSES

Der Exekutivausschuß,

- gestützt auf Artikel 132 des Übereinkommens zur Durchführung des Schengener Übereinkommens

- gestützt auf die Artikel 9 und 17 dieses Übereinkommens

BESCHLIEßT:

Die Anlagen 2, 3, 4, 5 und 9 der Gemeinsamen Konsularischen Instruktion vom 14. Dezember 1993 (SCH/II-Visa (94) 11, 6.Rev. 4. Corr.) werden neu gefaßt; die Neufassungen sind beigefügt.

Anlage 2: Regelung des Reiseverkehr von Inhabern von Diplomaten,- Amts- oder Dienstpässen sowie von Passierscheinen, die einige zwischenstaatliche internationale Organisationen ihren Beamten ausstellen.
- Stand 21.04.1994 -

Anlage 3: Liste der Staaten, deren Angehörigen ein Visum für einen Flughafentransit benötigen, wobei diese Visumspflicht ebenfalls für Personen gilt, die im Besitz der von diesen Staaten ausgestellten Reisedokumenten sind.
- Stand 11.05.1994 -

Anlage 4: Listen von Dokumenten, die die visafreie Einreise ermöglichen.
- Stand 10.05.1994 -

Anlage 5: Listen der Fälle, bei denen nach Maßgabe von Artikel 17 Absatz 2 vor Erteilung des Visums die zentralen Behörden des eigenen Staates, eines anderen Staates oder anderer Staaten zu konsultieren sind.
- Stand 02.06.1994 -

Anlage 9: Angaben, die jeder Staat ggf. in das Feld "Anmerkung" einträgt, wie folgt zu ändern.
- Stand 02.06.1994 -

Dieser Beschluß tritt in Kraft, wenn alle Vertragsparteien des Durchführungsübereinkommens notifiziert haben, daß die gemäß den innerstaatlichen Rechtsvorschriften erforderlichen Verfahren, die zur Verbindlichkeit dieser Beschlüsse auf ihrem Hoheitsgebiet führen, abgeschlossen wurden.

Berlin den 27. Juni 1994 Der Vorsitzende

Bernd Schmidbauer

ANLAGE 2

Regelung des Reiseverkehrs von Inhabern von Diplomaten-, Amts- oder Dienstpässen sowie von Passierscheinen, die einige zwischenstaatliche internationale Organisationen ihren Beamten ausstellen

I Regelung für den Reiseverkehr an den Außengrenzen

1. Die gemeinsame Liste der visumpflichtigen Staaten gilt nicht für Inhaber der genannten Pässe. Die Schengener Staaten verpflichten sich jedoch, die übrigen Mitgliedstaaten über beabsichtigte Änderungen der den Reiseverkehr mit diesen Pässen betreffenden Regelung im voraus zu unterrichten und bei der Festlegung der Änderungen die Interessen der anderen Schengener Staaten zu berücksichtigen.

2. In dem Bestreben, die Regelung für den Reiseverkehr mit dieser Art Pässen auf eine besonders flexible Weise zu harmonisieren, wird der Gemeinsamen Visuminstruktion zu informatorischen Zwecken eine Liste der Staaten als Anlage beigefügt, deren Angehörige zwar generell in einem oder mehreren Schengener Staaten der Visumpflicht unterliegen, jedoch nicht deren Angehörige, die im Besitz eines Diplomaten- und/oder Dienstpasses bzw. eines Sonderpasses sind. Ggf. wird auch eine Liste mit den umgekehrten Fällen beigefügt. Der Exekutivausschuß wird für die Aktualisierung beider Listen Sorge tragen.

3. Die in diesem Dokument vorgesehene Regelung des Reiseverkehrs gelten weder für die Inhaber sogenannter normaler Pässe für öffentliche Angelegenheiten noch für die Inhaber von Dienst-, Amts- bzw. Sonderpässen usw., die von Drittstaaten ausgestellt wurden, deren Gepflogenheiten beim Ausstellen der Pässe nicht der internationalen und von den Schengener Staaten angewendeten Praxis entsprechen. Zu diesem Zweck kann der Exekutivausschuß auf Vorschlag einer Sachverständigen-gruppe eine Liste der Pässe erstellen, deren Inhabern von den Mitgliedstaaten keine bevorzugte Behandlung eingeräumt werden wird.

4. Personen, denen von einem Staat zum ersten Mal ein Visum zwecks Akkreditierung erteilt wird, können zumindest durch das Hoheitsgebiet der anderen Staaten reisen, um sich in das Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats zu begeben, der das Visum nach Artikel 18 ausgestellt hat.

5. Bereits akkreditierte Mitglieder der diplomatischen Missionen bzw. konsularischen Vertretungen, die im Besitz eines vom Außenministerium ausgestellten besonderen Ausweises sind, sowie ihre Familienangehörigen können die Außengrenze des Schengener Raumes auf Vorzeigen dieses Ausweises und erforderlichenfalls ihres Reisedokuments überschreiten.

6. Inhaber von Diplomaten-, Amts- oder Dienstpässen sind grundsätzlich von dem Nachweis befreit, daß sie über genügend Mittel zur Bestreitung ihres Lebensunterhalts verfügen, unterliegen jedoch weiterhin der Visumpflicht, sofern diese vorgesehen ist.

7.

7.1 Bei Anträgen auf Visa für Diplomaten-, Amts- oder Dienstpässe werden die zentralen Behörden der anderen Staaten konsultiert (Liste der konsultationsbedürftigen Fälle: Dok. SG/FMAD (92) 101, 4. Rev.). Die vorherige Konsultation ist nicht erforderlich, sofern ein Mitgliedstaat mit dem jeweiligen Drittstaat eine Vereinbarung über die Abschaffung der Visumpflicht für Inhaber von Diplomaten- und/oder Dienstpässen getroffen hat.

Werden von einem Staat Einwände erhoben, kann der für die Bearbeitung des Antrags zuständige Schengener Staat ein Visum mit räumlich beschränkter Gültigkeit ausstellen.

7.2 Die Schengener Staaten verpflichten sich, in Zukunft nur im Einvernehmen mit den anderen Mitgliedstaaten Vereinbarungen über die Abschaffung der Visumpflicht für Inhaber von Diplomaten-, Amts- oder Dienstpässen mit Drittstaaten zu treffen, für deren Angehörige ein anderer Schengener Staaten im Falle der Visaerteilung die vorherige Konsultation verlangt.

7.3 Beantragt ein zur Einreiseverweigerung ausgeschriebener Drittausländer ein Visum im Hinblick auf seine Akkreditierung und ist in diesem Fall eine vorherige Konsultation vorgeschrieben, so wird das Konsultationsverfahren nach Artikel 25 des Durchführungsübereinkommens durchgeführt.

8. Die Einreise von Inhabern von Diplomaten-, Amts- bzw. Dienstpässen wird bei Anwendung der Sonderregelung nach Artikel 5 Abs. 2 des Durchführungsübereinkommens auf das Hoheitsgebiet des betreffenden Mitgliedstaates beschränkt, und dieser hat die anderen Mitgliedstaaten darüber zu unterrichten.

II Regelung für den Reiseverkehr an den Binnengrenzen

Grundsätzlich kommt die in Artikel 19 ff. des Durchführungsübereinkommens vorgesehene Regelung zur Anwendung, sofern nicht ein Visum mit räumlich beschränkter Gültigkeit erteilt wurde.

Inhaber von Diplomaten-, Amts- oder Dienstpässen können sich - sofern sie nicht der Visumpflicht unterliegen - drei Monate lang ab dem Datum der Einreise bzw. für die Dauer der Gültigkeit des ausgestellten Visums im Hoheitsgebiet der Vertragsparteien frei bewegen.

Akkreditierte Mitglieder der diplomatischen Missionen bzw. konsularischen Vertretungen, die im Besitz eines vom Außenministerium ausgestellten besonderen Ausweises sind, sowie ihre Familienangehörigen können sich auf Vorzeigen dieses Ausweises und erforderlichenfalls ihres Reisedokuments bis zu drei Monaten im Hoheitsgebiet der übrigen Mitgliedstaaten frei bewegen.

III Die im vorliegenden Dokument beschriebene Regelung für den Reiseverkehr findet auf die Passierscheine Anwendung, die von den zwischenstaat-lichen internationalen Organisationen, denen alle Schengener Staaten angehören, den dort tätigen Beamten ausgestellt werden; diese sind laut Gründungsverträge von der Meldepflicht als Ausländer sowie von der Beantragung eines Aufenthaltstitels befreit (s.S. 47 des Gemeinsamen Handbuchs)

Regelung des Reiseverkehrs von Inhabern von Diplomaten-, Amts- und Dienstpässen

LISTE A

Staaten, deren Angehörige in einem oder mehreren Schengener Staaten generell visumpflichtig sind, während Angehörige dieser Staaten, die Inhaber von Diplomaten-, Amts- bzw. Dienstpässen sind, nicht der Visumpflicht unterliegen.

	BNL	D	GR	SP	FR	IT	PT
Ägypten			DS				
Albanien		DS	D				
Algerien			DS				
Antigua und Barbuda							
Barbados			DS				
Benin			DS				
Botswana			DS				
Bulgarien	D	DS					
Burkina Faso				DS			
Côte d'Ivoire (Elfenbeinküste)		DS			DS	DS	
Dominica			DS				
Dominikan. Rep.				DS			
Fidji			DS				
Gabun			D				
Gambia			DS				
Ghana		DS					
Guyana			DS				
Indien				DS			
Iran			D (1)				
Kapverden					DS		
Kuwait			DS				
Lesotho			DS				
Marokko	DS	D	D		DS	DS	
Mauretanien				DS			
Niger			DS				
Pakistan	DS	DS					
Philippinen		DS	D	DS	DS		
Rumänien		D		D			
Samoa			DS				
Senegal	DS	DS		D	DS		
Sri Lanka			D (1)				
Swasiland			DS				
Tschad	D	DS					
Thailand	DS	DS			DS		
Togo			DS				
Tunesien	DS	D	DS				

Türkei	DS	DS	DS	DS	DS
DS					
Uganda			DS		
Venezuela		D		D	
Zimbabwe	D				

DS : Inhaber von Diplomaten- oder Dienstpässen sind von der Visumpflicht befreit.

D : Lediglich Inhaber von Diplomatenpässen sind von der Visumpflicht befreit.

(1) : Die internen Verfahren für die Wiedereinführung der Visumpflicht sind noch nicht abgeschlossen

LISTE B

Staaten, deren Angehörige in einem oder mehreren Schengener Staaten generell NICHT visumpflichtig sind, während Angehörige dieser Staaten, die Inhaber von Diplomaten-, Amts- bzw. Dienstpässen sind, der Visumpflicht unterliegen.

Bis zu dem genannten Datum wurde kein Land für diese Liste gemeldet.

ANLAGE 3

Liste der Staaten, deren Angehörige ein Visum für den Flughafentransit benötigen, wobei diese Visumpflicht ebenfalls für Personen gilt, die im Besitz der von diesen Staaten ausgestellten Reisedokumente sind.

	D1	P	BNL	S2	F	GR	I
Afghanistan	X	X	X				
Albanien				X			
Angola	X	X	X	X			
Äthiopien	X	X	X	X	X		
Bangladesh	X	X	X	X	X		
Bulgarien	X						
Côte d'Ivoire			X				
Gambia	X						
Ghana	X	X	X	X	X		
Guinea-Bissau			X				
Haiti			X				
Indien	X2	X	X	X			
Irak X	X	X					
Iran X	X	X					
Jordanien	X2						
Libanon	X	X					
Liberia			X				
Libyen							
Mali		X					
Nigeria	X	X	X	X			
Pakistan	X2	X	X	X	X		
Rumänien	X		X				
Senegal				X		X	
Sierra Leone			X				
Syrien		X	X				
Somalia	X		X	X	X		
Sri Lanka		X	X	X	X		
Togo		X					
Türkei	X	X					
Zaïre			X	X	X		

?? Unterliegen der Visumpflicht, wenn sie auf den Anschlußflug warten, auch wenn sie die Transitzone verlassen.

?? Unterliegen nur der Visumpflicht, wenn nicht über ein gültiges Visum für die Mitgliedstaaten der EG, Kanada oder die Vereinigten Staaten verfügen.

ANLAGE 4

Liste von Dokumenten, die die visafreie Einreise ermöglichen.

BELGIEN

1. . Carte d'identité d'étranger
   . Identiteitskaart voor vreemdelingen
   . Personalausweis für Ausländer

2. . Certificat d'inscription au régistre des étrangers
   . Bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister
   . Bescheinigung der Eintragung im Ausländer-register

3. . Vom Außenministerium erteilte besondere Aufenthaltstitel

   = Carte d'identité diplomatique
     Diplomatieke identiteitskaart
     Diplomatischer Personalausweis
   = Carte d'identité consulaire
     Consulaire identiteitskaart
     Konsularer Personalausweis
   = Carte d'identité spéciale - couleur bleue
     Bijzondere identiteitskaart - blauw
     Besonderer Personalausweis - blau
   = Carte d'identité spéciale - couleur rouge
     Bijzondere identiteitskaart - rood
     Besonderer Personalausweis - Rot

DEUTSCHLAND

- Aufenthaltserlaubnis für die Bundesrepublik Deutschland
- Aufenthaltserlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaates der EWG
- Aufenthaltsberechtigung für die Bundesrepublik Deutschland
- Aufenthaltsbewilligung für die Bundesrepublik Deutschland
- Aufenthaltsbefugnis für die Bundesrepublik Deutschland

Diese Titel gelten anstelle eines Visums zur visumsfreien Einreise nur dann, wenn sie in einem Paß bzw. im Zusammenhang mit einem Paß als Blattvisa erteilt wurden, sie gelten nicht, wenn sie in einem Ausweisersatz als Inlandsdokument erteilt wurden.

Die Titel "Aussetzung der Abschiebung (Duldung)" sowie die "Aufenthaltsgestattung für Asylbewerber" gelten gleichfalls nicht für die visumfreie Einreise.

Die Einreise von Diplomaten erfolgt im Rahmen der generell geltenden Visabestimmungen.

GRIECHENLAND

- _δεια παραμον_ς αλλοδαπο_ βραχε_ας δι_ρκειας (Aufenthaltstitel für den kurzen Aufenthalt)
- _δεια παραμον_ς αλλοδαπο_ για εργασ_α (Arbeitserlaubnis)
- _δεια παραμον_ς μελ_ν οικογενε_ας αλλοδαπο_ (im Rahmen der Familienzusammenführung ausgestellter Aufenthaltstitel)
- _δεια παραμον_ς αλλοδαπο_ για σπουδ_ς (zu Studienzwecken ausgestellter Aufenthaltstitel)

SPANIEN

In Spanien ist die Erteilung eines Rückreisevisums im Gesetz nicht vorgesehen.

Folgende Aufenthaltstitel ermöglichen Ausländern, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit der Visumpflicht unterliegen würden, innerhalb der jeweiligen Gültigkeitsdauer die visumfreie Einreise in das spanische Hoheitsgebiet :

1. Permiso de Residencia Inicial
2. Permiso de Residencia Ordinario
3. Permiso de Residencia Especial
4. Tarjeta de Estudiante
5. Permiso de Trabajo y Residencia tipo A
6. Permiso de Trabajo y Residencia tipo B
7. Permiso de Trabajo y Residencia tipo b
8. Permiso de Trabajo y Residencia tipo C
9. Permiso de Trabajo y Residencia tipo D
10. Permiso de Trabajo y Residencia tipo E
11. Permiso de Trabajo tipo F (fronterizo). El titular de este documento está exento de la obligación de visado de entrada únicamente si la entrada se efectúa por la zona fronteriza española para la que ha sido expedido).
12. Reconocimiento de la excepción a la necesidad de obtener Permiso de Trabajo y Permiso de Residencia.
13. Permiso de Trabajo en prácticas y Permiso de Residencia.
14. Tarjeta de Familiar de Residente Comunitario.
15. Tarjeta temporal de Familiar de Residente Comunitario.
16. Permiso de Residencia para Refugiados.

1. (vorläufige Aufenthaltsgenehmigung)
2. (gewöhnliche Aufenthaltsgenehmigung)
3. (besondere Aufenthaltsgenehmigung)
4. (Studentenausweis)
5. (Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung der Kategorie A)
6. (Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung der Kategorie B)
7. (Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung der Kategorie b)
8. (Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung der Kategorie C)
9. (Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung der Kategorie D)
10. (Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung der Kategorie E)
11. (Arbeitsgenehmigung der Kategorie F (an der Grenze erteilt). Der Antragsteller ist in diesem Fall nur dann von Visumpflicht für die Einreise befreit, wenn diese durch das spanische Grenzgebiet erfolgt, für das die Genehmigung erteilt wird.)
12. (Anerkennung der Befreiung von der Pflicht, eine Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigung zu erlangen)
13. (Arbeitsgenehmigung zur Durchführung eines Praktikums und Aufenthaltsgenehmigung)
14. (Ausweis eines Angehörigen eines EG-Staatsangehörigen)

15. (zeitlich befristeter Ausweis eines Angehörigen eines EG-Staatsangehörigen)
16. (Aufenthaltsgenehmigung für Flüchtlinge)

Inhabern gültiger, vom Außenministerium ausgestellter Akkreditierungsnachweise ist die visumfreie Einreise gestattet.

FRANKREICH

- carte de séjour temporaire comportant une mention particulière qui varie selon le motif du séjour autorisé (Aufenthaltskarte mit einer besonderen Angabe je nach Grund des genehmigten Aufenthaltes)
- carte de résident (Karte für Ansässige)
- certificat de résidence pour Algérien comportant une mention particulière qui varie selon le motif du séjour autorisé (1 ans, 10 ans) (Aufenthaltsbescheinigung mit einer besonderen Angabe je nach Grund des genehmigten Aufenthaltes (1 Jahr, 10 Jahre)
- certificat de résidence portant la mention "membre d'un organisme officiel" (Aufenthaltsbescheinigung mit der Angabe "Mitglied einer offiziellen Instanz")
- carte de séjour des Communautés européennes (1 an, 5 ans, 10 ans) (Aufenthaltskarte der Europäischen Gemeinschaften (1 Jahr, 5 Jahre, 10 Jahre).
- carte diplomatique délivrée par le Ministère des Affaires Etrangères aux diplomates accrédités en France (vom Außenministerium den in Frankreich akkreditierten Personen ausgestellte Diplomatenkarte)

ITALIEN

- permesso di soggiorno (Aufenthaltsgenehmigung)
- Visto di reingresso (Wiedereinreisevisum)
- Carta d'identità M.A.E.-Corpo diplomatico (Personalausweis - diplomatisches Korps)
- Carta d'identità - Organizzazioni Internazionali e Misioni Speciali (Personalausweis - internationale Organisationen und bei Sonderaufträgen im Ausland)
- Carta d'identità - Rappresentanze Diplomatiche (Personalausweis - diplomatische Missionen)
- Carta d'identità - Corpo Consolare (Personalausweis - konsularisches Korps)
- Carta d'identità - Uffici Consolari (personale administrativo e tecnico) (Personalausweis - Konsularbüros [für Verwaltungsaufgaben und technische Belange tätiges Personal])
- Carta d'identità - Rappresentanze Diplomatiche e Consolari (personali di servizio) (Personalausweis - diplomatische Missionen und Konsularische Vertretungen) (Hausangestellte)

LUXEMBURG

- carte d'identité d'étranger (Ausländerausweis): autorisation de séjour provisoire apposé dans le passeport national (vorläufige, im Paß eingetragene Aufenthaltsgenehmigung)

- Carte diplomatique délivré par le Ministère des Affaires Etrangères (vom Außenministerium ausgestellter Diplomatenausweis):
  * titre de légitimation délivré par le Ministère des Affaires Etrangères au personnel administratif et technique des Ambassades (vom Außenministerium erteilter Legitimationstitel für das an den Botschaften für Verwaltungsaufgaben und technische Belange tätige Personal)
  * titre de légitimation délivré par le Ministère de la Justice au personnel des institutions et organisations internationales établies au Luxemburg (vom Justizministerium erteilter Legitimationstitel für das Personal internationaler Institutionen und Organisationen mit Sitz in Luxemburg).

NIEDERLANDE

- Vergunning tot vestiging (Genehmigung zur Niederlassung)
- Toelating als vluchteling (Zulassung als Flüchtling)
- Verblijfstitel voor verblijf van onbepaalde duur (unbefristeter Aufenthaltstitel)
- Vergunning tot verblijf (Aufenthaltsgenehmigung)
- Vergunning tot verblijf, in de vorm van een in het door de vreemdeling bij grensoverschrijding overgelegd document aangebracht stempel (Aufenthaltsgenehmigung in der Form eines Stempelabdrucks, der im Dokument angebracht wird, das der Ausländer beim Grenzübertritt zeigt).
- Legitimatiebewijs voor leden van diplomatieke of consulaire posten (Ausweis für Mitglieder diplomatischer oder konsularischer Vertretungen)
- Legitimatiebewijs voor ambtenaren met een bijzondere status (Ausweis für Beamte mit besonderem Status)
- Legitimatiebewijs voor ambtenaren van internationale organisaties (Ausweis für Beamte internationaler Organisationen)
- Identiteitskaart voor leden van internationale organisaties waarvan de zetel in Nederland is gevestigd (Personalausweis für Mitglieder internationaler Organisationen, die ihren Sitz in den Niederlanden haben)
- Visum voor terugkeer (Rückreisevisum)

PORTUGAL

- autorizaçao de residência de tipo A (1 ano)
  (Aufenthaltsgenehmigung Type A (1 Jahr)
- autorizaçao de residência de tipo B (5 anos)
  (Aufenthaltsgenehmigung Type B (5 Jahre)
- autorizaçao de residência de tipo C (vitalício)
  (Aufenthaltsgenehmigung Type C (unbefristet)

SCH/II-Visa (93) 11, 6. Rev. Corr. 4
Stand : 02. Juni 1994

ANLAGE 5

Liste der Fälle, bei denen nach Maßgabe von Artikel 17 Abs. 2 vor Erteilung des Visums die zentralen Behörden des eigenen Staates, eines anderen Staates oder anderer Staaten zu konsultieren sind

A. Konsultation der zentralen Behörde des eigenen Staates

B. Konsultation der zentralen Behörde(n) eines anderen Staates oder anderer Staaten

ANLAGE 5A - KONSULTATION DER ZENTRALEN BEHÖRDE DES EIGENEN STAATES

	BENELUX	D	GR	E	F	I	P	
Afghanistan					x	x	x	
Albanien	x		x	x	x	x	x	
Angola							x	
Armenien	x				x	x		
Aserbaidschan		x				x	x	
Bielorußland		x				x	x	
Bulgarien				x			x	x
China (Volksrepublik)		x			*		x	x
Georgien	x				x	x		
Guinea Bissau								x
Indien							x	
Indonesien								x
Irak	x	x		x	x	x	x	
Iran	x	x		x	x	x	x	
Jemen	x			x	x	x	x	
Jordanien		x	x	x	x	x	x	x

Kasachstan		x				x	x	
Kirgistan		x				x		
Kuba	x			*		x		
Libanon	x	x	x	x	x	x	x	
Libyen	x	x	x	x	x	x	x	
ehemalige Jugoslawische Republik Makedonien				x				
Moldawien		x				x		
Mosambik							x	
Nordkorea		x	x		x	x	x	x
Rumänien						x		
Rußland	x				x	x		
Sri Lanka					(x)		x	x
Sudan	x	x		x	x		x	
Surinam	x			(x)				
Syrien	x	x	x	x	x	x	x	
Tadschikistan		x				x		
Tschad						x		
Türkei			x					
Turkmenistan		x				x		
Ukraine	x				x	x		
Usbekistan		x				x		
Vietnam	*			x		x	x	
Zaire	x			x			x	
Palästinenser		x (*)	x	x	x	x	x	x

*) Konsultation nur erforderlich sofern das Reisedokument von Nordkorea, dem Irak dem Iran, Jordanien, dem Libanon, Libyen, Syrien oder dem Sudan ausgestellt wurde.

Flüchtlinge			x	x	x	x		
Staatenlose			x	x	x	x		x

ANLAGE 5 B - KONSULTATION DER ZENTRALEN BEHÖRDE(N) EINES ANDEREN STAATES ODER ANDERER STAATEN

	BENELUX	D	GR	E	F	I	P		
Afghanistan						x			
Albanien			x						
Angola							x	1)	
Armenien					x				
Aserbaidschan						x			
Bielorußland						x			
Bulgarien				x					
China (Volksrepublik)							x		x 1)
Georgien					x				
Guinea Bissau									x 1)
Indonesien									x
Irak		x		x	x	x	x	1)	
Iran		x		x	x	x	x	1)	
Jemen				x	x	x	1)		
Jordanien			x		x	x	x		x 1)

Kasachstan					x					
Kirgistan					x					
Kuba			x		x 1)					
Libanon	x		x	x	x	x 1)				
Libyen	x		x	x	x	x 1)				
ehemalige Jugoslawische Republik Makedonien										
Moldawien					x					
Mosambik						x 1)				
Nordkorea		x		x 1)	x	x 1)				
Rußland				x						
Sri Lanka						x 1)				
Sudan	x		x	x	x					
Surinam NL										
Syrien	x		x	x	x	x 1)				
Tadschikistan					x					
Türkei		x								
Turkmenistan					x					
Ukraine				x						
Usbekistan					x					
Zaire B						x 1)				
Palästienser		x (2)	x		x (2)		x		x	x 1)
Flüchtlinge			x (2)		x		x (1)	x		
Staatenlose			x (2)		x		x (3)	x		

Anm.:

1) Konsultation nur gewünscht, wenn aus dem Visaantrag hervorgeht,daß der Antragsteller über diesen Staat in den Schengener Staat einreisen oder durch diesen Staat durchreisen will.

2) Die Konsultation ist nur dann erforderlich, wenn das Reisedokument von Irak, Iran, Jordanien, Libanon, Libyen, Nordkorea, Sudan oder Syrien ausgestellt wurde.

3) Spanien ist nicht Vertragspartei des Abkommens über die Rechtsstellung der Staatenlosen von 1954. Spanien erkennt die nach diesem Abkommen ausgestellten Reisedokumente als Dokumente an, in denen ein einheitliches Visum angebracht werden kann und behält sich die systematische Konsultation der zentralen Behörden vor.

Stand : 20. Juni 1994

ANLAGE 9

Angaben, die jeder Staat gegebenenfalls in das Feld "Anmerkungen" einträgt

BENELUX-STAATEN

1. Die Weise der Erteilung wird wie folgt angegeben: Buchstabe "A" (nach Zustimmung durch die zentralen Behörden ausgestelltes Visum) oder Buchstabe "O" (amtshalber ausgestelltes Visum).

2. Die Nummer des Passes wird in das Etikett neben den Buchstaben "PPNR" eingetragen.

3. Der Namen der Grenzübergangsstelle der Einreise und/oder das Datum der Einreise werden nur in Ausnahmefällen aus Sicherheitsgründen eingetragen.

4. Im Falle eines in Vertretung eines anderen Staates ausgestellten Visum wird durch Eintragung des Buchstaben A sowie des Kennzeichens des vertretenen Staates angegeben, das der zuständige Staat im voraus konsultiert wurde.

DEUTSCHLAND

1. Name des für die Visaaustellung verantwortlichen Beamten. Bei maschinellem Ausdruck des Visumetiketts per Maschinendruck. Bei handschriftlicher Ausfüllung des Etiketts Unterschrift mit dem Familiennamen oder Namensstempel mit Familiennamen, gegebenenfalls als Option zur handschriftlichen Unterschrift, Namensstempel mit Familiennamen des für die Visumerteilung verantwortlichen Beamten. Dieser Stempel könnte zum zusätzlichen Schutz gegen Herauslösen des Etiketts über den Rand des Etiketts hinausreichend angebracht werden.

2. Die Bundesrepublik Deutschland wird gegebenenfalls Name und Vorname der im Paß eingetragenen und mitreisenden Personen eintragen, nötigenfalls unter Hinzufügung eines Dienstsiegels neben dem Visumetikett.

3. Ausnahmsweise wird in sicherheitsrelevanten Fällen, z.B. bei einer Ausschreibung zur Festnahme, Datum und Grenzübergang der Einreise eingetragen werden.

4. Ausnahmsweise wird die Nationalität des Visum- und Paßinhabers dann eingetragen, wenn sich diese nicht zweifelsfrei aus dem Paß ergibt, in dem das Visum angebracht wird.

5. Hinweise bei allen Visakategorien:

- Diplomatisches Visum
- Dienstliches Visum

6. Hinweise oder Auflagen:

- Gültig zum Studium
- Nur für Besuchs-/Geschäftsreisen
- Erwerbstätigkeit nicht gestattet

GRIECHENLAND

1. Im Falle maschineller Ausfüllung: der mit einem Drucker eingetragene Name des für die Erteilung des Visums zuständigen Beamten.

Im Falle manueller Ausfüllung: die handgeschriebene Unterschrift oder der Namensstempel sowie der Familienname des für die Erteilung des Visums zuständigen Beamten.

2.Je nach den für die Erteilung des Visums geltenden Modalitäten eine Gruppe von (2 oder 3) Buchstaben:

- nach Konsulation erteiltes Visum (vorherige Genehmigung der nationalen zentralen Behörde) sowie die Nummer der vom Außenministerium erteilten Genehmigung
- nach Konsulation der zentralen Behörden anderer Vertragsparteien erteiltes Visum (gegenseitige Konsultation) sowie die Nummer der vom Außenministerium erteilten Genehmigung
- ohne Konsulation der zentralen Behörden erteiltes Visum (die Verantwortung liegt ausschließlich bei der mit dem Visumantrag befaßten konsularischen oder diplomatischen Vertretung).

3. Ja nach Kategorie des Visums eine Gruppe von Buchstaben und ggf. von Ziffern zur Angabe des Reisezwecks

4. Erhobene Gebühren bzw. Angabe "unentgeltlich"

5. In Ausnahmefällen Name, Geburtsdatum und -ort, urspüngliche Staatsangehörigkeit, derzeitige Staatsangehörigkeit, Nummer des Passes und Name der Eltern des Visumsinhabers (soweit diese Informationen nicht dem Paß entnommen werden können)

6. In Ausnahmefällen die Grenzübergangsstelle, über die die Einreise erfolgt, sowie das Datum der Einreise

7. Zahl der im Paß des Visuminhabers eingetragenen Familienangehörigen und Buchstaben zur Angabe des Verwandschaftsgrades.

SPANIEN

1. Unterschrift des für die Ausstellung des Visums zuständigen Beamten

2. Namensstempel mit dem Vornamen und Namen des Unterzeichnenden)

3. Art der Ausstellung:

AN : ausschließlich Konsultation der eigenen zentralen Behörde
AC: Konsultation der zentralen Behörden anderer Vertragsparteien
OM Nr. : Nummer des vom spanischen Außenministerium übermittelten Schreibens oder Telegramms mit der Genehmigung der Visumerteilung.

4. Erteilung des Visums in Vertretung eines anderen Staates: R + Anfangsbuchstabe des vertretenen Mitgliedstaates

5. Ggf. Name des Inhabers des Visums und des Passes

6. Ggf. Grenzübergang, an dem die Einreise erfolgt, und Datum der Einreise

7. Buchstaben- und Zifferngruppe (bis zu zehn Zeichen) zur Angabe der Staatsangehörigkeit des Antragstellers, des spanischen Konsulats, bei dem der Antrag gestellt wurde, sowie der Kategorie und des Reisezwecks.

8. Für die Erteilung des Visums erhobene Gebühren.

FRANKREICH

1) Gemeinsame Angaben bei jeder Art des Visums

- Name des Unterzeichnenden und Unterschrift (1/3 des Feldes)

- Gebühr in Französischen Francs (z.B.: "200 FF")

Wird keine Gebühr erhoben, ist "GRATIS" gefolgt von dem alphanumerischen Code, der den Grund für die Gebührenfreiheitangibt, zu vermerken.

2) Visum für den Flughafentransit (VTA)

- "VISA SPECIAL n°..." (Sondervisum Nr....) - (diese Angabe wird eingetragen, wenn das Visum nach Konsultation der zentralen Behörden erteilt wird, obwohl der Antragsteller zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben ist)

- "NE PERMET PAS L'ENTREE EN FRANCE" ("Berechtigt nicht zur Einreise nach Frankreich")

3) Durchreisevisum

- "VISA SPECIAL n°..." (Sondervisum Nr...)

- "CONJOINT FRANCAIS"; "FAMILLE CEE" (französische Ehefrau, EG-Familienangehörige)

- "DIPLOMATIQUE"; "SERVICE" (Diplomatenpaß; Dienstpaß)

4) Visum für den kurzfristigen Aufenthalt

- "VISA SPECIAL" n°..." (Sondervisum Nr...)

- "CONJOINT FRANCAIS";FAMILLE CEE" (französische Ehefrau, EG-Familienangehörige)

- "DIPLOMATIQUE"; "SERVICE" (Diplomatenpaß; Dienstpaß)

Die Angabe des Reisezwecks ist **obligatorisch**:

- "BOURSIER" (Stipendiat)

- "ETUDIANT" (Student)

- "OMI-ITS" (für die Einreise von Saisonarbeitern für eine Dauer von weniger als drei Monaten auf Vermittlung des Amtes für internationale Wanderungsbewegungen)

- "SM" (*soins médicaux*, ärztliche Behandlung)

- "SMT" (*soins médicaux pour transplantation*, Organtransplantation)

- "PROFESSIONNEL" oder "NON PROFESSIONNEL" (für berufliche Zwecke oder nicht für berufliche Zwecke, je nachdem ob das Visum zur Arbeitsaufnahme berechtigt oder nicht)

5) Visum für den längerfristigen Aufenthalt

- "FAMILLE CEE" (EG-Familienangehörige)

- "DIPLOMATIQUE"; "SERVICE" (Diplomatenpaß; Dienstpaß)

- "LONG SEJOUR TEMPORAIRE" (längefristiger zeitlich begrenzter Aufenthalt; Aufenthalt zwischen 3 und 6 Monaten z.B. für Praktikanten)

Hier **kann** der Reisezweck angegeben werden, wenn dieser einer besonderen Regelung unterliegt:

- "BOURSIER" (Stipendiat)

- "ETUDIANT" (Student)

- "OMI-IT" (für die Einreise von Arbeiter auf Vermittlung des Amtes für internationale Wanderungsbewegungen)

- "OMI-ITS" (für die Einreise von Saisonarbeitern für eine Dauer von über drei Monaten auf Vermittlung des Amtes für internationale Wanderungsbewegungen)

- "OMI-FAM" (Familienzusammenführung durch das Amt für internationale Wanderungsbewegungen)

- SM" (*soins médicaux*; längere ärztliche Behandlung)

- SMT" (*soins médicaux pour transplantations*; längere ärztliche Behandlung wegen einer Organtransplantation)

- "COMMERCANT" (Geschäftsmann; Visum zur Ausübung eine Geschäftstätigkeit)

- "MINEUR SCOLARISE" (schulpflichtiger Minderjähriger ohne Begleitung seiner Familie)

- "MAI" (Visum im Hinblick auf die Adoption)

- "EMPLOYE DIPLOMATE" (Personen, die nich im Besitz eines Dienstpasse sind, denen jedoch vom Außenministerium ein "besonderer Ausweis" ausgestellt wurde).

ITALIEN

1. Weise der Ausstellung des Visums :

   a. Buchstabe "A", gefolgt von der Nummer der Fax-Mitteilung, aufgrund deren die Visaerteilung nach Konsultation der zentralen Behörden eines oder mehrerer Schengener Staaten gewährt wurde.

   b. Buchstabe "U" im Falle einer amtshalber erfolgenden Visaerteilung bzw. wenn die Konsultation der zentralen Behörden nicht erforderlich ist.

   c. Buchstabe "M", gefolgt von der Nummer der Fax-Mitteilung, aufgrund deren die Visaerteilung nach Konsultation der nationalen zentralen Behörden gewährt wurde.

2. Grenzübergangsstelle und ggf. Datum der Einreise. Diese Angaben müssen jedoch nur in Ausnahmefällen eingetragen werden.

3. Zahl der den Inhaber begleitenden Kinder

4. In Ausnahmefällen die Staatsangehörigkeit des Inhabers des Visums, wenn diese dem Paß nicht entnommen werden kann.

5. Name des für die Visumserteilung zuständigen Beamten.

PORTUGAL

1. Handelt es sich um ein nach Konsultation der zentralen Behörden ausgestelltes Visum, ist der Buchstabe "**A**" einzutragen. Wird das Visum ohne Konsultation der zentralen Behörden augestellt, ist der Buchstabe "**B**" einzutragen.

2. Wird ein Visum in Vertretung eines anderen Staates ausgestellt, wird der Buchstabe "**R**" eingetragen und im Anschluß daran der erste Buchstabe des zu vertretenden Staates.

3. Unterschrift des Beamten, der zur Ausstellung von Visums befugt ist.

4. Stempelabdruck

5. Modalitäten der Erteilung:

   "**AN**": Konsultation der eigenen zentralen Behörde
   "**AC**": Konsultation der zentralen Behörden anderer Mitgliedstaaten
   "**PC**": die vom portugiesischen Außenministerium für den Visumantrag vergebene Aktennummer

6. Paßnummer

7. Anzahl der in den Paß des Visumantragstellers eingetragenen Familienangehörigen sowie "**C**" (conjuge) für die Ehefrau, "**F**" (filhos) für die Kinder und "**O**" (otros) für sonstige Personen.